

INCENDIE AU CENTRE D'HÉBERGEMENT DES SDF DE DÉLY-IBRAHIM

Deux personnes décédées

Les cinq chalets en préfabriqué composant le Centre d'accueil et d'hébergement des sans-domicile-fixe (SDF) de Dely-Brahim, relevant du Samu social, a été complètement ravagé par les flammes suite à un incendie accidentel survenu dans la nuit de dimanche à lundi.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - Selon Reda Bayou, chef du service hébergement et accueil au niveau du centre, deux hommes de 70 ans et 73 ans, originaires de Jijel et Tizi-Ouzou, ont trouvé

la mort. Les corps des deux victimes ont été retrouvés calcinés dans l'un des chalets.

D'après les premiers éléments de l'enquête, un court-circuit, survenu sur une prise d'électricité à laquelle a été

branché un chargeur de téléphone portable, serait à l'origine du sinistre.

Joint par téléphone, le lieutenant Bakhti, chargé de la communication à la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, nous indiquera que l'incendie s'est déclaré vers 2h43 du matin.

Les flammes ont été rapidement circonscrites grâce à l'intervention des éléments de

la Protection civile des unités de Chéraga et Beni Messous, renforcées par d'autres unités.

Hier encore, en début d'après-midi, près d'une centaine d'agents de Net-Com et Asrout finissaient de déblayer les lieux et évacuer les décombres sur des camions à benne. Les autres locataires du centre ont été orientés vers les établissements de

Sidi Moussa, Z'ghara et Bab Ezzouar.

Une cellule de crise composée des représentants du Samu social, de la wilaya d'Alger, de la Direction de l'action Sociale, de la Sûreté, de la Gendarmerie nationale et de la Protection civile a été mise sur pied pour suivre les développements de la situation.

L. M.

SGP EST SUD-EST

Un procès à risque

Le procès de plus d'une vingtaine de personnes, entre cadres gestionnaires, commissaires aux comptes, administrateurs et autres citées pour leur implication dans l'affaire de la Société de gestion des participations est Sud-Est s'est ouvert hier.

«C'est un procès à risque, genre cadres Sider des années 1990. De par l'implication d'un directeur des Domaines, des noms de décideurs de haut rang pourraient être cités», ont estimé des hommes de loi.

Ce qui suppose que la comparution à la barre de plusieurs cadres gestionnaires va rétrospectivement susciter bien des frayeurs à des personnalités du monde socio-économique local et national.

A la lecture des preuves documentées et des rapports d'audition des mis en cause et des témoins, beaucoup pourraient être appelés à rendre des comptes à la justice. Le président-directeur général de

la SGP et l'ancien directeur des Domaines de la wilaya, deux des principaux mis en cause, les citeraient comme donneurs d'ordres ou pour leur silence coupable. Au même titre que d'autres, dont des experts-comptables et financiers, administrateurs, cadres gestionnaires.

Bon nombre des personnes citées ont été placées sous contrôle judiciaire depuis plusieurs mois par le juge d'instruction près le tribunal correctionnel d'Annaba en charge du dossier.

De graves carences dans la gestion et la surveillance ainsi que de graves irrégularités dans l'activité des entreprises auraient été commises par la

SGP représentative de l'Etat. Que ce soit en termes financiers, mobiliers, immobiliers ou fonciers, le préjudice au détriment du Trésor public serait important.

Les enquêteurs sont allés plus loin dans leurs investigations. Ce qui leur aurait permis de faire une autre découverte. Elle porte sur la rétrocession des entreprises dissoutes à des particuliers.

L'astuce des auteurs consistait à appliquer le contraire de la technique américaine dite «technique de la bouilloire».

Selon nos sources, directement ou indirectement, ces auteurs bloquaient toutes les activités de l'entreprise jusqu'à son étranglement avec en bout de chaîne le non-paiement des salaires des travailleurs.

La persévérance dans la démarche et le mutisme des

commissaires aux comptes faisaient le reste. A partir de là, intervient la SGP en se transformant en société locale des bourses au rythme de la dissolution des entreprises dont elle a la charge.

Entre aussitôt en jeu la loi portant cession des entreprises aux collectifs des travailleurs. Quelques mois après, ces derniers se retrouvent confrontés à des problèmes financiers qui leur imposent de chercher un entrepreneur. Acquéreur serait le qualificatif le mieux adapté puisque plusieurs entreprises seront totalement rétrocedées.

Les travailleurs de l'EDIED Annaba (les exemples sont nombreux) en connaissent un bout, eux qui ont dû céder leurs parts d'actifs à un particulier. Aujourd'hui, ils s'en mordent les doigts. Leur entreprise, hier à l'agonie sous leur

gestion, riche d'une multitude de locaux et de dépôts bien situés en milieu urbain, est devenue une mine d'or.

Ce procès de la SGP Est Sud-Est de Annaba pourrait bien servir de révélateur d'un dispositif de cession des entreprises étatiques fait sur mesure pour permettre à des privilégiés du système de s'enrichir. «Il est à se demander si réellement il existait une Cour des comptes et des compétences pour le suivi de la gestion de nos entreprises publiques dans notre pays.

Les perles et les pertes qui ont jonché la vie de nos institutions aux dépens de l'intérêt général sont nombreuses. Qui ne connaît pas les frasques qu'a vécues la SGP Est Sud-Est», avoue un des anciens cadres de gestion de la SGP à la retraite.

A. Djabali

BOUIRA

Une autre bagarre entre les travailleurs algériens et les Chinois

Décidément, les choses ne semblent pas s'améliorer entre les travailleurs algériens et les Chinois au niveau de l'entreprise CETIC-CRCC, le consortium chinois chargé de la réalisation du tronçon d'autoroute El-Adjiba—El-Mhir sur 16 km.

D'après des informations que nous avons recueillies hier lundi, les travailleurs algériens ont procédé à la fermeture de la base vie empêchant la sortie d'engins et ce, afin de protester contre l'agression dont aurait fait l'objet un de leurs collègues.

Après le déplacement de l'inspecteur du travail et des responsables de l'Anem et du DEJ de Bouira sur les lieux et au cours de la rencontre qui a eu lieu entre les représentants des travailleurs algériens et les responsables chinois, il s'est avéré que l'escarmouche avait eu lieu entre un Algérien et un seul Chinois et le problème a été réglé. Vers 10h, le travail a repris normalement.

Cependant, du côté des travailleurs algériens qui sont un

peu plus de 250 au niveau de ce chantier, le problème de la relation de travail est toujours posé. Ainsi, et aux dires d'un ouvrier travaillant pour le compte de cette entreprise, la prime de risque n'est jamais perçue, le transport est assuré à l'aller alors que pour le retour, c'est la débrouillardise. Plusieurs fois, des travailleurs arrivés au chantier sont refoulés, car il n'y a pas de travail pour eux ce jour-là et à la fin du mois, ils se voient défalquer cette journée ; le retard est considéré systématiquement comme une absence ; l'eau transportée dans des citernes est pratiquement imbuvable ; enfin, la langue de communication est un handicap majeur et elle serait à l'origine de l'escarmouche de ce dimanche. Pour

rappel, lors de la dernière grève qui a eu lieu suite à l'agression de deux travailleurs algériens par des Chinois, il a été convenu la création d'un syndicat UGTA à l'intérieur de l'entreprise. Plus d'un mois après cet événement, le syndicat d'entreprise est créé mais les travailleurs continuent à subir les mêmes diktats de la part de cette entreprise étrangère ; une entreprise que le ministre des Travaux publics n'a cessé de couvrir d'éloges au point que même lorsqu'elle faillit aux règles élémentaires des relations de travail qu'elle se doit d'appliquer étant sur le sol algérien, les responsables ferment les yeux pour que l'image que le ministre fait de cette entreprise soit toujours positive. Quitte à fouler aux pieds les droits élémentaires des travailleurs algériens. Drôle d'époque que celle dans laquelle nous vivons !

Y. Y.

SECTION ORDINALE RÉGIONALE
DES PHARMACIENS D'ALGER

Précisions

Suite à l'article paru dans votre quotidien du 16 juin 2008, rapportant nos déclarations au Forum d'El Moudjahid, j'ai l'honneur de vous préciser les points suivants :

1/ Le département ministériel du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale est en charge de l'élaboration de l'arrêté fixant la liste des tarifs de référence servant de base de remboursement des médicaments et les modalités de leur mise en œuvre.

2/ Le projet de marges plafonds applicables à la production, au conditionnement et à la distribution des médicaments à usage de la médecine humaine, est du ressort du département ministériel du Commerce.

3/ Nous n'avons pas annoncé de baisse de marge pour la production locale, au contraire, celle-ci a été augmentée de 20 à 25% (voir notre conférence remise sur CD à votre journaliste). Sur ce sujet, nous avons fait remarquer que dans la plupart des pays, on n'imposait pas une

marge à la production sur un prix sortie usine (qui par définition est variable) mais les autorités concernées négocient un prix à l'enregistrement.

Par ailleurs, nous rappelons que l'Ordre des pharmaciens communique régulièrement sur ses activités, conformément à ses prérogatives définies par la réglementation en vigueur.

En une année, nous avons participé à deux forums d'El Moudjahid, organisé une rencontre internationale, 5 journées nationales et de nombreuses réunions au niveau régional, événements qui ont d'ailleurs été souvent couverts par votre quotidien.

En vous remerciant pour votre compréhension, veuillez croire, Monsieur le directeur, en l'expression de ma haute considération.

Alger, le 16 juin 2008

L. Benbahmed,
vice-président de l'Ordre national des pharmaciens,
président de l'Ordre des pharmaciens d'Alger